Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
27-FEV-1961

Coordination(2)

MTL. L.7429/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 26 janvier 1961, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne", a donné le 30 janvier 1961 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 26e januari 1961 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het statuut der militairen die tijdens de oorlog 1940-1945 in de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië gediend hebben", heeft de 30e januari 1961 het volgend advies gegeven :

Le projet appelle les observations suivantes :

Aux articles 1er et 2, il conviendrait de remplacer les termes "Ministère de la Défense nationale" par "Ministre de la Défense nationale".

Pour assurer l'unité de terminologie entre les articles 3, 4 et 8 et entre les versions néerlandaise et française de ces articles, il y aurait lieu de remplacer, dans le texte français des articles 4 et 8, le mot "titre" par "livret", et, dans la version néerlandaise de l'article 8, le mot "titel" par "boekje".

A l'article 7, alinéa 1er, il serait préférable d'écrire : "... retirées par le titulaire de celui-ci ..." au lieu de "... retirées par le titulaire du titre ...".

En employant à l'article 8, alinéa 1er, les mots "pour conserver ses droits", le projet semble faire dépendre le maintien du droit à la dotation de l'accomplissement des formalités prévues. Pour éviter toute équivoque, ce membre de phrase devrait être omis.

A l'article 9, alinéa 1er, l'intitulé de la loi du 21 juin 1960 peut être omis. Cette remarque vaut également pour l'article 12, alinéa 1er.

.../...

Suivant la rédaction de l'article 9, 2°, il semble que les enfants adoptés soient exclus des ayants droit pouvant bénéficier de la loi. Si telle n'était pas l'intention du Gouvernement, le texte devrait être modifié en conséquence.

A l'article 9, 3°, alinéa 1er, il serait plus correct d'écrire "à condition qu'ils n'aient été ni déchus ... ".

L'article 9, 3°, alinéa 2, in fine, serait mieux rédigé comme suit : " ... sont postérieurs au jour où le bénéficiaire a atteint l'âge de 18 ans ...".

A l'article 10, alinéa 1er, il est prévu que les bénéficiaires doivent introduire leur demande dans un délai d'un an à compter de la publication de l'arrêté en projet. Or, l'article 18 de la loi du 21 juin 1960 prévoit pour sa part que cette demande doit être introduite dans les douze mois qui suivent l'entrée en vigueur de cette loi. Ces délais ne concordent pas; il est nécessaire de prévoir dans l'arrêté d'exécution un délai identique à celui qui est imposé par la loi. Il y aurait donc lieu d'écrire à l'article 10 "doivent, dans les douze mois qui suivent l'entrée en vigueur de cette loi ... ".

L'article 10, alinéa 1er, in fine, devrait se lire "... telle qu'elle est définie à l'article 9".

.../...

Pour plus de clarté, l'article 11, alinéa 1er, devrait être rédigé comme suit :

"La qualité d'ayant droit ne peut être reconnue aux personnes condamnées à une peine criminelle ou déchues de leurs droits civils".

L'article 6 de la loi ayant conféré au Roi le pouvoir de déterminer les catégories d'ayants droit, cette disposition ne pourrait soulever aucune objection et est d'ailleurs conforme à l'esprit de la législation.

Dans le but de limiter les contestations sur les droits engagés, il serait utile que la commission prévue par l'article 12 soit, au moment de donner son avis, en possession de tous les éléments indispensables, tant ceux qui auraient été réunis par elle que ceux que les intéressés estimeraient devoir lui être soumis.

Dans ce but , il est suggéré d'insérer dans l'article 13, après l'alinéa 2, un nouvel alinéa ainsi rédigé :

"Elle avertit les intéressés de la date à laquelle elle donnera son avis et met le dossier à leur disposition quinze jours au moins avant cette date. Jusqu'à l'avant-veille de celle-ci, les intéressés peuvent adresser à la commission tous mémoires ou documents qu'ils jugent utiles".

A l'article 13, alinéa 1er, il y aurait lieu de remplacer les termes "à la convocation" par "sur la convocation".

.../...

L'article 13, alinéa 3, qui deviendrait, si la suggestion du Conseil d'Etat est suivie, l'alinéa 4, devrait commencer par les mots : "La commission exprime ...". Dans le texte de cet alinéa, le terme "priorité" devrait être remplacé par "minorité".

L'article 15 du projet prévoit la délivrance aux bénéficiaires du statut d'une attestation mentionnant les périodes dont il est tenu compte pour son application.

Cette disposition est la seule qui impose au Ministre de la Défense nationale l'obligation d'informer les intéressés des suites réservées à leurs demandes.

Tel qu'il est rédigé, l'article 15 est insuffisant :

1° parce qu'il vise exclusivement les bénéficiaires du statut et non leurs ayants droit;
2° parce que la notification ne doit pas être assortie de motifs et qu'elle n'est pas prévue en cas de rejet;
3° parce que l'obligation de notifier n'est soumise à aucun délai.

Il convient de généraliser le principe dont s'inspire l'article 15 en imposant au Ministre de la Défense nationale l'obligation d'informer, dans un délai déterminé, les bénéficiaires du statut ou leurs ayants droit, des suites réservées à leur demande en justifiant les décisions prises à leur égard.

.../...

L'article 15 pourrait être rédigé dans les termes suivants :

"Article 15.-

Les décisions du Ministre de la Défense nationale à l'égard des demandes formées en vertu de la loi du 21 juin 1960 sont motivées et sont notifiées aux intéressés dans les ... mois de l'introduction de ces demandes. Les décisions mentionnent les périodes dont il est tenu compte pour l'application de la loi".

L'article 16 devrait être scindé en deux articles ainsi rédigés :

"Article 16.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 17.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté".

\+

\+ \+

Eu égard au délai dans lequel l'avis est demandé, le Conseil d'Etat se borne à signaler que la version néerlandaise du projet devrait subir quelques modifications d'ordre linguistique.

Bij het ontwerp zijn de volgende opmerkingen te maken :

In de artikelen 1 en 2 vervange men de woorden "het Ministerie van Landsverdediging" door "de Minister van Landsverdediging".

Voor de eenheid in de terminologie en de overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst van de artikelen 3, 4 en 8, vervange men in de Franse tekst van de artikelen 4 en 8 het woord "titre" door "livret", en in de Nederlandse tekst van artikel 8 het woord "titel" door "boekje".

In de Franse tekst van artikel 7, eerste lid, leze men : "retirées par le titulaire de celui-ci..." in plaats van "... retirées par le titulaire du titre ...".

Met de woorden "om zijn rechten te behouden" in artikel 8, eerste lid, wekt het ontwerp de indruk, dat het recht op de dotatie alleen kan worden behouden voor zover aan de voorgeschreven formaliteiten wordt voldaan. Om misvatting te voorkomen, late men dit zinsdeel weg.

In artikel 9, eerste lid, kan het opschrift van de wet van 21 juni 1960 vervallen. Deze opmerking geldt ook voor artikel 12, eerste lid.

.../...

Zoals artikel 9, 2°, is gesteld, schijnen aangenomen kinderen niet te kunnen behoren tot de rechtverkrijgenden die voor de wet in aanmerking komen. Bedoelt de Regering het niet zo, dan zou de tekst moeten worden gewijzigd.

In artikel 9, 3°, eerste lid, ware de Franse tekst juister te lezen als volgt : "à condition qu'ils n'aient été ni déchus ...".

De Franse tekst van het slot van artikel 9, 3°, tweede lid, kan beter worden gelezen als volgt : "... sont postérieurs au jour où le bénéficiaire a atteint l'âge de 18 ans ...".

Artikel 10, eerste lid, bepaalt dat de begunstigden hun aanvraag moeten indienen binnen de termijn van één jaar te rekenen van de bekendmaking van het ontwerp-besluit. Artikel 18 van de wet van 21 juni 1960 bepaalt van zijn kant, dat die aanvraag moet worden ingediend binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van deze wet. Deze termijnen stemmen niet overeen; in het uitvoeringsbesluit moet eenzelfde termijn worden bepaald als in de wet is voorgeschreven. Men schrijve derhalve in artikel 10: "dienen hun aanvraag binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van deze wet bij een ter post aangetekende brief aan de Minister van Landsverdediging te richten".

Het slot van artikel 10, eerste lid, van het ontwerp leze men als volgt : "... zoals deze in artikel 9 is bepaald".

.../...

Een duidelijker lezing voor artikel 11, eerste lid, zou zijn :

"Als rechtverkrijgenden kunnen niet worden erkend, zij die tot een criminele straf veroordeeld of van hun burgerlijke rechten vervallen zijn".

Aangezien artikel 6 van de wet de Koning heeft gemachtigd tot het bepalen van de categorieën van rechtverkrijgenden, is op deze bepaling niets aan te merken ; zij beantwoordt trouwens aan de geest van de wet.

In artikel 12, 3°, leze men : "De secretaris is niet stemgerechtigd".

Opdat zo weinig mogelijk betwistingen ontstaan over de betrokken rechten, zou het goed zijn dat de in artikel 12 bedoelde commissie, wanneer zij haar advies geeft, over alle onmisbare gegevens beschikt, zowel die welke zij zelf heeft verzameld als die welke de betrokkenen mochten menen haar te moeten meedelen.

Daarom wordt voorgesteld in artikel 13, na het tweede lid, een lid in te voegen, luidend als volgt :

"Zij deelt de betrokkenen mede, op welke dag zij haar advies zal geven en stelt het dossier ten minste vijftien dagen vooraf voor hen ter inzage. Tot de tweede dag vóór die van het advies kunnen de betrokkenen alle memories of documenten welke zij dienstig achten aan de commissie doen toekomen".

.../...

Artikel 13, eerste lid, kan beter worden gelezen als volgt :

"De raadgevende commissie komt bijeen na oproeping door de voorzitter".

Artikel 13,derde lid, dat, indien op de wenk van de Raad van State wordt ingegaan, het vierde lid wordt, behoort te beginnen als volgt : "De commissie brengt ...". In de Franse tekst van dit lid vervange men het woord "priorité" door "minorité".

Artikel 15 van het ontwerp bepaalt, dat aan de begunstigden van het statuut een getuigschrift zal worden afgegeven "met melding van de perioden die voor zijn toepassing in aanmerking werden genomen".

Dit is de enige bepaling die de Minister van Landsverdediging verplicht, de betrokkenen mede te delen welk gevolg aan hun aanvraag is gegeven.

In zijn huidige lezing voldoet artikel 15 niet :

1° omdat het uitsluitend de begunstigden van het statuut en niet hun rechtverkrijgenden betreft ;

2° omdat de kennisgeving geen motivering moet omvatten en niet vereist is ingeval de aanvraag van de hand wordt gewezen ;

3° omdat voor de verplichte kennisgeving geen termijn is bepaald.

.../...

Met veralgemening van het beginsel waarop artikel 15 steunt, zou de Minister van Landsverdediging moeten worden verplicht, aan de begunstigden van het statuut of hun rechtverkrijgenden binnen een bepaalde termijn mede te delen welk gevolg aan hun aanvraag is gegeven, onder verantwoording van de te hunnen opzichte getroffen beslissingen.

Artikel 15 kan worden gelezen als volgt :

"Artikel 15.-

De beslissingen van de Minister van Landsverdediging met betrekking tot de aanvragen op grond van de wet van 21 juni 1960 worden gemotiveerd ; aan de betrokkenen wordt er kennis van gegeven binnen ... maanden na het indienen van de aanvraag. De beslissingen vermelden, welke perioden voor de toepassing van de wet in aanmerking zijn genomen".

Artikel 16 dient in twee artikelen te worden gesplitst als volgt :

"Artikel 16.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 17.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit".

\+

\+ \+

Wegens de beperkte termijn waarbinnen het advies is gevraagd, bepaalt de Raad van State zich ertoe er op te wijzen, dàt aan de Nederlandse tekst van het ontwerp enkele taalkundige wijzigingen zijn aan te brengen.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

J.LIMPENS, assesseurs de la section de législation,
P.DE VISSCHER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, — griffier.
adjunct-griffier, — griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.
Le rapport a été présenté par M.J.P.HAESAERT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H.J.P.HAESAERT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.